

L'Accaparement de terres: En Amérique latine, il y a effectivement de l'accaparement de terres.

GRAIN | 11 mai 2012



Les 120 membres de mouvements et d'organisations sociales d'Amérique latine et des Caraïbes qui se sont rassemblés à Buenos Aires du 22 au 25 mars dans le cadre de la III^e Conférence spéciale pour la souveraineté alimentaire (antérieure à la 32^e Conférence régionale de la FAO — Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) ont émis la Déclaration de Buenos Aires, dans laquelle ils questionnent la position adoptée par la FAO en ce qui a trait à l'accaparement de terres en Amérique latine.

Cette conférence a été organisée par le CIP [1], soit le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire. Pendant 4 jours, plus de 100 organisations sociales provenant de plus de 20 pays d'Amérique latine ont débattu des problématiques les plus pressantes dans le continent, ainsi que de leurs propositions politiques et solutions possibles en faveur de la souveraineté alimentaire.

La problématique de la terre a pris une place primordiale dans tous les débats. Celle de l'accaparement des terres s'est avérée l'une des principales barrières au développement de la souveraineté alimentaire.

C'est pour cette raison que la présentation de la FAO, qui soulignait de récentes études sur l'accaparement de terres où l'on décrit le phénomène du land grabbing comme en étant à ses débuts et se

limitant seulement à deux grands pays, soit l'Argentine et le Brésil, a alarmé les participants. Il a même suscité d'importants questionnements sur la position de la FAO dans le document final.

Antécédents

Devant l'accaparement global de terres qui prend place actuellement, la FAO encourage « l'investissement agricole responsable » en proposant « la création d'un consensus international sur les principes pour l'investissement agricole responsable (Principes IAR) [2] en collaboration avec d'autres institutions telles que UNCTAD (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement), le Fonds international du développement agricole (FIDA) et la Banque Mondiale.

Pendant le Forum social mondial de Dakar [3] et devant de telles propositions, les organisations de la société civile ont formulé l'Appel de Dakar contre l'accaparement de terres. Dans cet appel, on demande au Comité de sécurité alimentaire mondiale (CFS) de rejeter les principes d'investissement agricole responsable, car ils sont considérés comme un moyen illégitime et inapproprié pour confronter le phénomène de l'accaparement de terres.

En 2009, dans le contexte de la crise alimentaire globale, la FAO, l'IFAD et l'IIED (Institut international de l'environnement et du développement) ont publié une étude sur le progrès du phénomène du land grabbing, ou l'accaparement de terres en Afrique.

Dans ce contexte, le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes (RLC), a pris l'initiative de chercher des antécédents qui permettraient de vérifier dans quelle mesure le phénomène de l'accaparement de terres se manifestait en Amérique latine, le cas échéant.

Ayant cet objectif à l'esprit, la RLC a commissionné l'élaboration d'études nationales sur la dynamique de la concentration de terres pendant le dernier quinquennat, et ce, dans dix-sept pays de la région.

Le 14 et 15 novembre 2011, la FAO a convoqué à Santiago, au Chili, une rencontre nommée « Dynamiques dans le marché de la terre en Amérique latine et les Caraïbes ». Les conclusions de ces études y ont été présentées, de même que la conclusion antérieurement

mentionnée.

Est-ce une question de public vs le privé ?

Selon les mouvements sociaux établis à Buenos Aires, ce travail de la FAO « montre un très grave aperçu de la situation de la terre en Amérique latine, ainsi que du processus d'internationalisation et d'accaparement qui a lieu autant dans la production d'aliments de base que dans les biocarburants, la production forestière, le tourisme, l'exploitation minière ou la préservation ».

Ce qui a été étonnant, c'est le rapport final qui conclut que le phénomène du land grabbing (accaparement de terres) se trouve en phase initiale et limité à seulement deux grands pays, soit l'Argentine et le Brésil. Selon les organisations sociales, « ces conclusions sont le résultat d'une application des critères d'accaparement en un sens très limité : acquisition de larges étendues de terre destinées à la production d'aliments dans laquelle on retrouve au moins un gouvernement étranger parmi les agents/acteurs intervenants ». En effet, le bureau régional de la FAO en Amérique latine considère qu'on ne peut pas parler d'accaparement de terres lorsqu'il s'agit d'investisseurs privés. Selon la FAO, il ne peut y avoir accaparement que lorsqu'un investisseur souverain (d'État) y est impliqué.

Un grand nombre d'organisations de la société civile ne peuvent accepter cette position. Il vaudrait la peine de souligner que des arguments similaires émergent ailleurs dans le monde dans le but de limiter le débat. En Australie, par exemple, où 12 % des terres agricoles reposent entre les mains d'investisseurs étrangers, certains groupes tentent de faire la différence entre les investisseurs privés et les investisseurs souverains afin de limiter la recherche de meilleurs contrôles et régulations uniquement au secteur public. Comme si l'investissement privé était quelque chose d'incontestable, ce qui fait bouger le monde.

La prise de contrôle de vastes étendues de terres, de territoires et des droits qui y sont liés représente un problème pour le groupe Beidahuang (une entreprise d'État dans la province de Heilongjiang) ou Hassad Food (créée par le gouvernement du Qatar) ou même pour une entreprise comme CalyxAgro (subsidaire du groupe français Lois Dreyfus Commodities) ou Adecoagro (dirigé par l'investisseur américain hongrois George Soros).

Parmi les principales causes expliquant le développement de l'accaparement de terres en Amérique latine se trouve l'avancée brutale de l'agro-industrie dans tout le continent. C'est le même l'agro-industrie qui a mené l'humanité à la somme inédite de un milliard d'affamés. Il faut aussi souligner le rôle que joue l'exploitation minière dans des pays tels que l'Argentine, le Chili, le Pérou, l'Équateur, le Costa Rica, le Mexique et le Guatemala. D'égales importances, on retrouve les mégas projets hydroélectriques et les initiatives touristiques de grande envergure qui s'approprient des espaces communs. Finalement, parmi les causes d'accaparement de terres en Amérique latine, il est important de mentionner les fausses solutions au changement climatique, tels que les projets REDD+ et les plantations de monocultures pour la production de biomasse à des fins énergétiques.

Les groupes rassemblés à Buenos Aires ont également abordé les problèmes que posent un autre rapport daté de juillet 2011, intitulé Rapport du groupe d'experts de haut niveau du comité de sécurité alimentaire mondiale (CFS) sur la possession de la terre et les investissements internationaux en agriculture. Cet autre rapport, proposé pour agir comme guide à l'intérieur du débat, passe d'une simple dénonciation du land grabbing à la reconnaissance du potentiel des investissements étrangers dans les terres.

Ce qui est fondamental, ce n'est pas de trouver la définition

La Déclaration [4] qui fut présentée cette semaine à la 32^e Conférence régionale de la FAO aborde la question de l'accaparement de terres comme suit :

« Nous manifestons notre désaccord avec le rapport final élaboré par la FAO-ALC, intitulé Dynamiques sur le marché des terres en Amérique latine et les Caraïbes, où l'on déclare que le phénomène du land grabbing (accaparement de terres) se trouve en phase initiale et qu'il se limite à seulement deux grands pays, soit l'Argentine et le Brésil. Ces conclusions sont le résultat d'une application très limitée des critères d'accaparement : acquisition de larges étendues de terre destinées à la production d'aliments dans laquelle on retrouve au moins un gouvernement étranger parmi les agents/acteurs intervenants. En plus, ce document qui propose le document daté de juillet 2011 intitulé Rapport du Groupe d'experts du Comité de haut

niveau sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sur la possession de la terre et les investissements internationaux dans l'agriculture pour servir de guide à l'intérieur du débat, passe d'une simple dénonciation de l'accapement de terres à la reconnaissance du potentiel des investissements étrangers dans les terres.

Bien que les documents inclus dans le rapport de la FAO-ALC montrent un très grave aperçu de la situation de la terre en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que du processus d'internationalisation et d'accapement qui a lieu autant dans la production d'aliments de base que dans les biocarburants, la production forestière, le tourisme, l'exploitation minière ou la préservation, nous comprenons que ces conclusions sont extrêmement dangereuses puisqu'on occulte et estompe, derrière une supposée rigueur scientifique et terminologique, un grave problème en ce qui concerne les superficies accaparées et les effets néfastes de l'accapement sur les économies locales et sur la vie de millions de paysans de descendance africaine, d'autochtones, de petits entrepreneurs agricoles et de pêcheurs. »

« Nous luttons contre l'accapement des terres dans le monde entier à partir des organisations et des mouvements sociaux. Nous exigeons que la FAO-ALC reconsidère d'urgence cette position en écoutant les voix et les demandes des peuples et qu'elle ajuste ses actions devant le processus mis en place par la FAO à l'échelle internationale. Ce qui est important, ce n'est pas de trouver la meilleure définition de ce qui constitue 'l'accapement de terres', mais bien de mettre fin, de toute urgence, au processus qui expulse quotidiennement les peuples de leurs territoires.

Dans ce sens, nous rejetons également la définition de 'forêts' établie par la FAO, car elle encourage l'accapement de terres pour y établir de vastes monocultures. Permettre de les définir comme des 'forêts' ne fait que légitimer la monoculture à l'échelle industrielle, responsable des innombrables effets négatifs, incluant l'expulsion des communautés paysannes et autochtones. »

Dire non à tous les accapements

GRAIN, de même que des centaines d'organisations sociales, est convaincu que la seule solution pour mettre un terme à l'accapement de terres à l'échelle mondiale tout en suivant les propositions de l'Appel de Dakar, c'est d'en appeler aux parlements et aux

gouvernements nationaux pour mettre une fin immédiate à tous les accaparements massifs de terres actuelles ou futures, et de restituer les terres volées.

Le récent rapport de GRAIN [5], qui expose plus de 400 cas d'accaparements de terres sur une surface de près de 35 millions d'hectares dans 66 pays, est très éloquent à cet égard. Il est important de noter que parmi les cas répertoriés, des dizaines se trouvent en Amérique latine.

Plus de renseignements

1 – Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) www.foodsovereignty.org/fr

2 – Investissements agricoles étrangers et sécurité alimentaire www.fao.org/economic/est/issues/investissements-etrangers-dans-lagriculture/fr/

3 – Appel de Dakar contre l'accaparement de terres www.dakarappeal.org/index.php/fr/

4 – Déclaration de la III^e Conférence spéciale pour la souveraineté alimentaire pour les droits et pour la vie. www.radiomundoreal.fm/5319-solucion-verdadera

5 –GRAIN publie un ensemble de données comprenant plus 400 cas d'accaparements de terres agricoles à l'échelle mondiale. [/e/4482](#)